

Partie V —

Investissement, services et questions connexes

Le commerce de produits a été le principal facteur d'intégration progressive de l'économie mondiale dans l'après-guerre. À mesure que le commerce s'intensifiait, les mouvements de capitaux et les échanges de technologies renforçaient leur rôle d'agents d'intégration. Aujourd'hui, pour produire et commercialiser efficacement des biens et services, les entreprises doivent avoir accès à l'information et aux capitaux mondiaux aux meilleures conditions possibles, et pouvoir s'installer ou fonder des coentreprises partout dans le monde. Pour que cet objectif puisse être atteint, il faut, de plus en plus, que les lois et règlements qui portent sur les mouvements non seulement de produits et de services, mais aussi de capitaux et de technologies, permettent aux entreprises d'être mieux en mesure d'appliquer des stratégies mondiales.

De nos jours, les aspects de la politique gouvernementale déterminants pour le commerce et la compétitivité sont de plus en plus ceux qui favorisent un climat économique globalement accueillant. Plus précisément, la politique publique n'a plus tant pour but de segmenter les marchés (c'est-à-dire de protéger les investissements existants) que de promouvoir l'interdépendance (c'est-à-dire d'attirer de nouveaux investisseurs canadiens et étrangers). En fait, la politique commerciale devient plus nationale, tandis que les politiques intérieures deviennent plus internationales.

Dans les années à venir, comme les négociations contentieuses porteront de plus en plus souvent sur des mécanismes de réglementation nationaux sensibles (sur des questions aussi diverses que la protection de l'environnement, les normes applicables aux produits, la politique

La mondialisation des activités industrielles et les chevauchements entre les politiques industrielles et commerciales pourraient nous contraindre à élargir le cadre multilatéral d'harmonisation des politiques industrielles. Nous avons atteint un troisième stade d'internationalisation, qui touche le commerce, les investissements étrangers et l'établissement de réseaux mondiaux. Plus qu'une simple interdépendance, cette mondialisation sous-entend plutôt une fusion des économies nationales, résultant en grande partie des activités des multinationales. Les secteurs de la politique publique qui étaient auparavant considérés comme intérieurs ont maintenant des répercussions sur le bien-être d'autres pays et sur le système commercial mondial.

OCDE, *Globalisation of industrial activities* (1992)